Constance ARMINJON, Une brève histoire de la pensée politique en Islam contemporain

Préface de Gilles Kepel, Genève, Labor et Fides, 2017, 240 p.

Jean Lambert

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/assr/44513>

DOI : 10.4000/assr.44513

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2018

Pagination : 184-185

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Jean Lambert, « Constance ARMINJON, Une brève histoire de la pensée politique en Islam contemporain », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 184 | octobre-décembre 2018, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 16 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/assr/44513> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.44513>

Ce document a été généré automatiquement le 16 janvier 2022.

© Archives de sciences sociales des religions

Constance ARMINJON, Une brève histoire de la pensée politique en Islam contemporain

Préface de Gilles Kepel, Genève, Labor et Fides, 2017, 240 p.

Jean Lambert

RÉFÉRENCE

Constance ARMINJON, Une brève histoire de la pensée politique en Islam contemporain.
Préface de Gilles Kepel, Genève, Labor et Fides, 2017, 240 p.

- 1 *Cinquante nuances de vert...* tel pourrait être le sous-titre piquant de cette présentation de synthèse, toute en finesses et distinctions. Car le singulier (et obsolète ?) « Islam contemporain » du titre a tôt fait de se réfracter et de se disséminer en autant de formes politiques et constitutionnelles qu'il en court depuis le vivant même de Muhammad ibn Abd Allah. Là réside la spécificité, voire la résistance du plurivers musulman au système de normes et de valeurs mis en œuvre par les pratiques occidentales du politique et des institutions internationales qui en sont le produit.
- 2 Resserrée aux deux derniers siècles, l'exploration en apparence historique des combinaisons variables des autorités et des pouvoirs en islam déploie une mosaïque dont la question sous-jacente est moins celle de son unité, à rebours de ce qui est souvent recherché ou répété, que celle des tensions, des conflits, des contradictions, des collages inattendus et des associations imprévues auxquels cette mouillère originelle a pu donner naissance. Un vaste débat traverse les clivages de tout l'espace musulman traditionnel, et il se renforce du rapport à l'autre européen puis occidental, à travers colonisations, régimes autoritaires, idéologies séculières importées, qui ont précédé le regain d'un âge islamiste qui réaffirme le primat du religieux.
- 3 Bien sûr l'affaire tourne autour du droit, mais en réalité et plutôt *des droits*, celui de Dieu et celui du prophète, celui de l'État et celui des imams, celui de la Justice et celui

des pouvoirs, etc. Les droits de l'homme au sens moderne, ceux de l'homme musulman, diffèrent-ils de ceux de l'homme tout court, en matière de changement de religion par exemple... comme en diffèrent les droits des femmes au sens du code personnel, qui lui accorde une demi-part d'héritage sans qu'elle soit sujet de droit, et du droit au divorce en particulier ? Curieux parallèle de l'apostasie au divorce... Les islams en leur hétérogénéité ethnique et culturelle, en leur diversité de langues que le seul arabe masque faussement, au détriment du persan par exemple, ici rétabli comme une autre fondation, affirment une passion de l'unité, de l'unification plutôt, du faire-Un (*tawhîd*) qui avoue combien sa réalisation empirique est loin du compte.

- 4 C'est pourquoi ces variations ne doivent pas distraire d'une structure forte que C. Arminjon construit de façon insistante mais souterraine. En ne relevant que sa perception historico-politique des formes et des évolutions des islams contemporains, la préface ne semble pas appréhender cet enjeu majeur, requis bien au-delà du cercle des lecteurs étudiants. Il ne s'agit pas seulement de répéter que le religieux ici persiste à fonder le droit, formule qui somme toute vaudrait par principe pour le religieux en général dont c'est la fonction universelle, et pas seulement pour le religieux musulman, même si dans son cas la fondation paraît obvie.
- 5 Il s'agit d'interroger le dédoublement du droit dans les islams effectifs, qu'ils soient shiites ou sunnites ou de toute autre variété. Car la propriété de cet agencement politico-religieux est de combiner de diverses manières les deux faces équipollentes de la Souveraineté, celle *magico-religieuse du divin*, et celle *politico-historique de l'humain*. Dumézil et sa lecture du fond indo-européen des mythes iraniens s'éveille en arrière-scène de ces montages du double-droit perse, qui ne sont pas seulement sémitiques. Une véritable *fabrique du religieux* est à l'œuvre, et déploie ses typologies possibles, imaginaires et réelles, au gré des circonstances historiques, selon l'impact des événements inattendus, mais aussi selon une forte logique qui en remplit les figures réelles.
- 6 Les pensées politiques des islams contemporains ne sont pas aussi étonnantes ou déroutantes qu'il y paraît. Elles accomplissent à tout prendre un programme, sinon un projet, dont la vaste région du Proche et Moyen Orient est rempli, avant qu'il ne s'élargisse à la globalisation en cours. Car la question irrésolue de la guidance de l'Oumma, qui appelle un législateur inspiré légèrement au-dessus de l'humain, se pose depuis la niche vide laissée par la disparition soudaine du prophète de l'islam. Et donc la double souveraineté se traduira en fait par une double justification, religieuse et politique, des pouvoirs et du droit.
- 7 Par exemple dans la Constitution de 1979 en Iran, « malgré les doutes exprimés sur la légitimité de la guidance de juriste religieux ou sur la possibilité de la concilier avec la souveraineté populaire, les deux principes d'autorité furent inclus » (p. 153). Ce qu'exprime sans complexe l'oxymore de l'article 56 de cette Constitution : « Dieu détient la souveraineté absolue sur le monde et l'humanité, et c'est lui qui a rendu l'Homme maître de son destin en société », ce que l'auteur commente : « La dualité des principes de souveraineté est transposée dans une structure où les organes de la souveraineté populaire sont subordonnés au Guide de l'État », ce qui est possiblement l'essence (même si elle est conceptuellement d'aspect shi'ite) de la dualité conflictuelle/complémentaire des souverainetés en islams...
- 8 C'est pourquoi la fin du XX^e et le début du XXI^e siècles verront s'affronter les positions au sujet de la *Déclaration universelle des droits de l'Humain*. Mais ici encore on demeure dans

le dualisme de la souveraineté, qu'on se contente de déplacer vers l'autre occidental, puisque le débat oppose les droits de l'homme (musulman) accordés (antérieurement) par Dieu, et les droits de l'homme (universel) décidés (récemment) par des instances humaines. Ce qui revient à penser l'humanité du point de vue englobant des islams, ou à penser les islams comme un universel accompli, ce qui est simplement cohérent avec la structure même du troisième monothéisme.

- 9 Ce faisant les pays musulmans traitent le reste du monde, c'est à dire le droit international commun, comme logiquement subordonné au droit islamique. Ils s'attribuent la souveraineté magico-religieuse, en la séparant de la souveraineté politico-historique refoulée chez les autres, non-musulmans. Ce qui revient à penser un particularisme comme étant l'universel, à séparer anthropologiquement et géographiquement les deux souverainetés pour fonder une séparation du genre humain, ce qui est à l'évidence problématique du point de vue même des islams. À ce compte bien sûr un fondamentalisme islamique prend naturellement le pouvoir sur le politique, et le dualisme se dissout. Cette corrosion interne menace les pays musulmans dans leur idéologie, même s'ils ne prennent pas conscience du germe autodestructeur que contient cette évolution actuelle. À trop vouloir accomplir son faire-Un, qui est sa tension vitale, en unifiant les deux souverainetés sous l'une d'elles, l'islam se menace lui-même de dissolution.
- 10 À moins que, ainsi s'achève l'enquête de C. Arminjon, ne s'éveille une crise née d'une posture critique très rare, qui parvienne à exprimer une volonté de séparation du religieux et du politique, non pour la domination du religieux mais pour l'autonomie du politique, intégrant la lucidité que toute loi positive est en son fondement, par la nature même de l'histoire, d'origine humaine.